

Régionale de Liège

Conférence de presse

06 décembre 2005

« Propositions visant à la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour la bonne gouvernance dans le cadre de la clarification des structures de décision pour le redéploiement économique liégeois »

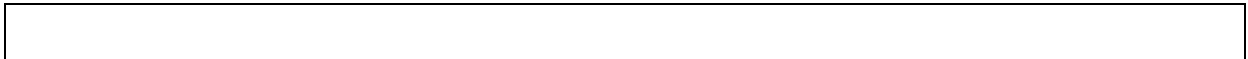
Bernard Wesphael
Chef de Groupe wallon

&

**De la nécessité d'une bonne gouvernance économique
- clarification et rationalisation des structures de décision -
au
GRE, coordinateur du redéploiement économique liégeois**

Éric Jadot
Secrétaire Politique et Représentant ECOLO au GRE

*



« Propositions visant à la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour la bonne gouvernance dans le cadre de la clarification des structures de décision pour le redéploiement économique liégeois »

Bernard Wesphael
Chef de Groupe wallon

Il n'y a pas à se tromper. Il est certes trop tôt pour dire s'il y a lieu de parler de malversations dans le dossier de Spa-Francorchamps. Par contre, il est d'ores et déjà évident qu'on peut parler de mal gouvernance sans risque de se tromper.

A tous les étages du dossier, on trouve des hommes politiques et des « décideurs » liégeois. Ce sont manifestement leurs réseaux liégeois que les partis traditionnels ont activés pour « boucler » (d'autres diront « bâcler ») le dossier. Meusinvest, SLF,... Ce sont également les outils économiques et financiers liégeois qui ont été utilisés dans des conditions parfois franchement surréalistes de précipitation frisant le « n'importe quoi » pour rencontrer les diktats que Bernie Ecclestone exigeait pour que la formule 1 revienne à Spa-Francorchamps.

Tout cela s'est manifestement passé dans un climat apparent de précipitation, d'amateurisme et d'opacité. Hélas, force est en outre de constater que les Hommes politiques liégeois portent une lourde part de responsabilité dans ce qui s'annonce d'ores et déjà, non seulement, comme un fiasco politique retentissant mais également comme un gaspillage d'argent incommensurable.

Comme si cela ne suffisait pas, la guéguerre des clans continue à faire rage dans le microcosme liégeois. Pendant ce temps, la situation de l'économie et de l'emploi continue d'une manière générale à se dégrader dans le bassin, lentement mais sûrement.

Un seul exemple des incohérences et des incongruités liégeoises. Fin octobre, le GRE a présenté au cours d'une grand'messe qui s'est tenue deux jours durant au Palais des Congrès, les lignes de force et des projets porteurs de développement économique et d'emploi pour la région liégeoise.

La presse s'est fait l'écho de la manière dont les organisateurs ont failli oublier d'inviter le Bourgmestre de Liège. Il a fallu un « coup de gueule » de Willy Demeyer pour que l'oubli soit réparé. Je suis le premier à dire qu'il est inapproprié que la ville de Liège, son Bourgmestre, ses échevins et son Conseil communal prennent toute la place dans la réflexion sur le redéploiement économique du bassin liégeois et décident à la place des instances élues des autres communes de l'agglomération liégeoise, mais de là à oublier le bourgmestre de Liège dans un colloque de deux jours sur l'avenir du Pays de Liège, il y a un geste manqué qui en dit beaucoup plus que les plus longs discours.

En ce jour de Saint-Nicolas, les Liégeois et plus généralement les habitants du Pays de Liège devraient prier ensemble le grand saint pour qu'il apporte un peu de bon sens à leurs édiles et à leurs « décideurs », un peu de professionnalisme, de transparence et de bonne gouvernance dans une région que le bon sens et la compétence semblent avoir délaissée depuis trop longtemps déjà.

1. Avant toutes choses, il est essentiel de restaurer la confiance. C'est pourquoi il importe de faire toute la lumière sur le dossier Francorchamps. C'est en principe le rôle du Parlement wallon. Ecolo est plus que jamais demandeur d'une commission d'enquête, mais il est manifeste que les partis traditionnels ont décidé de faire obstacle à cette demande pour des raisons qui pourraient peut-être en dire long sur leurs responsabilités partagées.

2. De manière plus générale, il convient de rationaliser les structures publiques et d'assurer la transparence en leur sein. En ce compris, les outils parapublics économiques et financiers.

La multiplication des opérateurs publics dans les secteurs économique et financier n'est plus à démontrer en région liégeoise. Elle est dommageable pour l'intérêt général. Elle est en soi une source d'opacité. Elle est aussi la cause de nombreuses dispersions et dilutions de pouvoir, de concurrences stériles et de déperdition d'énergies et de ressources. Propice à la prolifération et à la consolidation des baronnies et des pratiques clientélistes, ce tissu institutionnel pléthorique est particulièrement coûteux pour la collectivité. En outre, il altère l'émergence d'une vision commune du devenir liégeois dans la mesure où la création des outils résulte souvent moins de la recherche du bien commun que de stratégies partielles, voire personnelles au sein même de ces partis, de pouvoirs et de contre-pouvoirs.

Dans cette perspective, la Régionale Ecolo de Liège en appelle :

- au regroupement des outils publics dans les secteurs économique et financier en région liégeoise dans un souci d'efficacité accrue et de transparence démocratique.
- Au renforcement du contrôle démocratique des participations et filiales des intercommunales et des autres structures publiques, qu'elles soient supracommunales ou intracommunales.
- A la limitation de la taille des conseils d'administration des intercommunales et autres structures publiques, avec suppression des organes restreints de gestion partout où c'est possible.

3. Dans un régime démocratique, il apparaît essentiel que la gestion publique se fasse dans la plus grande transparence, tant au bénéfice des mandataires que de la population. Cette transparence est une condition certes insuffisante, mais néanmoins tout à fait indispensable à l'exercice d'un contrôle démocratique comme à une saine gestion.

D'une certaine manière, la transparence est en effet nécessairement source de bonne gouvernance dans la mesure où la publicité qu'elle suppose permet aussi de réduire notablement de facto le cumul des mandats, le clientélisme et le passe-droit. Elle permet aussi d'identifier et donc de prévenir dans une certaine mesure les conflits potentiels d'intérêts.

A cette fin et dans un souci d'aller de l'avant dans la voie d'une transparence « à l'anglo-saxonne » dans une région liégeoise qui en a tout particulièrement besoin, Ecolo lance un double appel :

- aux instances dirigeantes des intercommunales, associations de communes et autres outils publics et parapublics dans les secteurs économique et financier en région liégeoise
- aux majorités en place dans tous les villes et communes appelées à intégrer la Communauté urbaine ou ce qui en tiendra lieu.

A tous ces pouvoirs, Ecolo demande de :

- mettre à la disposition de tous les conseillers communaux (et/ou, le cas échéant, provinciaux ou CPAS) et du public les organigrammes, composition des conseils d'administration, assemblées générales et autres instances de contrôle, documents budgétaires et comptables, de l'ensemble des personnes morales qui dépendent de la commune concernée (et/ou, le cas échéant, province ou CPAS), en ce compris les intercommunales, associations de

communes, régies, ASBL ou SLSP. D'une manière générale, tous ces documents doivent être mis en ligne.

- Mettre à la disposition de tous les conseillers communaux (et/ou, le cas échéant, provinciaux ou CPAS) et du public la liste des marchés publics attribués et des prestataires de services retenus par l'ensemble des personnes morales qui dépendent de la commune concernée (et/ou, le cas échéant, province ou CPAS), en ce compris les intercommunales, associations de communes, régies, ASBL ou SLSP. D'une manière générale, tous ces documents doivent être mis en ligne.
- Ouvrir au public les assemblées générales des personnes morales qui dépendent d'une commune (et/ou, le cas échéant, province ou CPAS), en ce compris les intercommunales, associations de communes, régies, ASBL ou SLSP.
- Organiser la publicité des rémunérations liées à l'exercice des mandats.
- Imposer un contrat de gestion triennal, débattu et adopté en séance publique du Conseil communal, liant les communes (et/ou CPAS) avec les ASBL communales, ainsi qu'avec les ASBL ou tout autre association subventionnée pour une aide égale ou supérieure à 50 000 € par an.
- Développer les mécanismes de participation tant au niveau communal que supracommunal (organiser les procédures de droit d'interpellation des citoyens au sein du conseil communal, faciliter les conditions de mise sur pied des consultations populaire d'initiative citoyenne et encourager le lancement de budgets participatifs et « agenda 21 local », mais aussi organiser la consultation des populations concernées le plus en amont possible, dès la conception des projets, et non tout en aval, quand les projets sont déjà « ficelés », et donc en quelque sorte, « à prendre ou à laisser »).

**De la nécessité d'une bonne gouvernance économique
- clarification et rationalisation des structures de décision -
au
GRE, coordinateur du redéploiement économique liégeois**

**Eric Jadot
Secrétaire Politique et *Représentant ECOLO au GRE***

La semaine dernière, Didier Reynders, Ministre des Finances, Président du MR, Conseiller communal liégeois et Administrateur du GRE faisait part de son ras-le-bol face à l'immobilisme ambiant dans le dossier du redéploiement liégeois. Il faisait aussi état du « manque de répondant » des autres formations politiques.

ECOLO est surpris dans la mesure où Didier Reynders n'a jamais contacté les représentants des autres partis et s'est même plutôt fait discret dans le débat du redéploiement économique ces derniers temps... Mais puisque des propositions sont sur la table, discutons-en.

Le plan Marshall prévoit effectivement la création d'un acteur central destiné à jouer le rôle de guichet unique des affaires économiques liégeoises. Dans ce cadre, ECOLO soutient la candidature du GRE pour occuper cette fonction de grand coordinateur économique liégeois, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord le GRE, qui s'est doté d'un directoire composé de personnalités reconnues sur le plan économique, dispose aujourd'hui des structures susceptibles d'enfin dynamiser le processus de redéploiement économique. D'autre part, son conseil d'administration regroupe l'ensemble des forces vives (politiques mais aussi syndicales et économiques) liégeoises. Enfin, le GRE peut être directement opérationnel pour jouer ce rôle, d'autant plus qu'au niveau politique, le MR, le CDH et ECOLO se sont déjà positionnés favorablement par rapport à cette candidature.

Les dernières réticences actuelles proviennent donc bien du PS, où Willy Demeyer s'est publiquement offusqué de ce que les communes n'étaient pas suffisamment représentées au sein du GRE.

Pour ECOLO, ce manque pourrait aisément être comblé si une volonté politique réelle de travail en commun était d'application. ECOLO demande donc instamment au PS d'adopter une position claire et unanime sur ce dossier. Il ne serait pas acceptable que le bras de fer interne qui oppose Willy Demeyer et Michel Daerden continue d'immobiliser plus longtemps la dynamique du redéploiement.

La proposition de rationalisation des outils économiques également rejoint les propositions défendues de longue date par ECOLO.

Si les modalités de cette rationalisation doivent être affinées et concertées, ECOLO est donc tout à fait favorable à faire disparaître du paysage liégeois

des organes qui n'ont pas su prouver leur utilité ou pour rassembler sous un même label plusieurs outils ayant des fonctions parallèles ou similaires (GIE et asbl Avenir du Pays de Liège notamment)

Autre évidence pour ECOLO : Sous l'égide du GRE, des organismes comme la SPI+ ou la SLF doivent de par leur expertise jouer un rôle central dans la mise en œuvre du redéploiement économique sur le terrain liégeois.

La seule condition posée par ECOLO pour avancer dans cette direction, c'est que le contrôle démocratique soit garanti au sein de chaque outil, à commencer bien entendu par le GRE. Cela ne nous semble pas impossible... pour autant par exemple qu'un Michel Daerden renonce à ses ambitions de pouvoir absolu et que l'ensemble des acteurs accepte une collaboration positive pour sortir Liège de l'ornière.

Enfin, ECOLO réclame à nouveau la mise en place d'une Communauté Urbaine à Liège. En effet, articuler les efforts de redéploiement économique via des outils coordonnés et renforcés, c'est une chose. Accompagner ce travail d'une volonté politique de partenariat supracommunal, c'est encore mieux. Et c'est en tout cas de nature à offrir un cadre politique cohérent aux perspectives de redéploiement.

Nos propositions en la matière sont connues de longue date et nous les avons à nouveau transmises en octobre au Président de la Fédération Liégeoise du PS.

A l'occasion de son élection à ce poste en juin dernier, Monsieur Demeyer avait annoncé vouloir relancer cette dynamique. En septembre, il avait déclaré souhaiter rencontrer tous les acteurs afin de lancer l'initiative. Aujourd'hui, nous lui demandons simplement de passer de la parole aux actes. Rien ne justifie en effet de « geler » ce dossier jusqu'aux élections communales. A moins évidemment que les divisions internes au PS ne bouchent à nouveau l'horizon politique liégeois.